



Déclaration FSU Auvergne au CTPA 25 mars 2008

Cette préparation de rentrée marque un tournant décisif dans l'avenir de l'école publique et laïque. Nous passons définitivement d'une gestion qualitative au service d'objectifs éducatifs à une logique quantitative au service d'une stricte économie de moyen.

- Là où nous parlons projet au service des élèves, vous répondez HS à caser (65 ETP dans notre académie)
- Là où nous parlons de stabilisation des équipes pédagogiques, vous répondez HS imposées pour faire sortir un CSD injustifiable au plan pédagogique
- Là où nous parlons de faire accéder des jeunes aux emplois de la fonction publique, vous répondez suppression de postes et HS
- Là où nous parlons respect de la charge de travail, vous répondez capacité à accepter des obligations supplémentaires (Est-ce là une possible définition du mérite ?)
- Là où nous parlons d'augmentation légitime des salaires des enseignants, vous répondez travailler plus pour gagner plus.
- Là où nous parlons de développement du service public d'éducation, vous répondez diminution de l'emploi public (-121 postes, -600 depuis 2003 !)

Monsieur le Recteur avait déclaré dans cette même instance, son souhait d'être reconnu comme le premier pédagogue de notre académie, mais aujourd'hui aucun des indicateurs de réussite nécessaires à la validation de ce vœu n'est rempli : En particulier, rien de l'intérêt des élèves ni des conditions de travail des élèves et des enseignants n'est au cœur de la répartition des moyens.

HP, HS, HSE, BMP, CDS, MCS, ... toute une ribambelle de sigles qui se joue des choix pédagogiques des établissements, qui se joue des élèves, qui se joue des personnels. Cette DHG malmène les enseignants comme jamais. Au-delà, le rectorat prend la responsabilité de la dégradation du service public et porte atteinte aux intérêts des élèves (l'enseignement technique tertiaire et industriel est particulièrement fragilisé).

Le nombre de votes contre les DHG 2008, en forte augmentation, dans ce sens prennent signification. Nous atteignons un point de rupture. La gestion à l'heure (théoriquement et mathématiquement « équilibrée ») nie la réalité pédagogique, nie l'essence du métier, nie la capacité des équipes à développer des projets d'établissement dans l'intérêt de tous les élèves. Ainsi nous dénonçons le chantage HS contre maintien de l'offre de formation. Les enseignants qui refuseraient des HS au-delà de l'HS obligatoire ne sauraient porter la responsabilité de la dégradation de l'offre de formation. Celle-ci relève bien d'une politique générale d'éducation décidée en dehors des établissements.

Très solennellement, nous exprimons notre souhait de voir aboutir nos travaux de CTPA dans le sens d'une amélioration qualitative des situations locales. Nous réitérons notre demande de transformation des HSA en Heures postes. Nous souhaitons avoir connaissance des HSA, BMP, CSR et CSD par discipline et par établissement. L'enjeu est de faire fonctionner durant ce CTPA un véritable paritarisme.